

« *Dialogues de sourds !* »



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

CTSD après CTSD, nous dénonçons les réformes régressives d'un gouvernement qui n'a pour seule boussole que la libéralisation à tout crin de tous les secteurs de la société et la fin des garanties et des droits collectifs, qui seraient d'un autre temps et nuiraient à la compétitivité des entreprises et à l'efficacité des services rendus à la population. Ainsi en est-il de la Fonction publique, où le dialogue social est non seulement mis à mal mais sacrifié avec un grand cynisme. En effet, le 25 mai dernier, dans le cadre du chantier « Dialogue social » de la concertation Action Publique 2022, le gouvernement a présenté aux organisations syndicales son projet de suppression du paritarisme afin, prétend-il, de

faciliter une « déconcentration managériale » de la Fonction publique. Les CAP seraient totalement vidées de leur sens et dépouillées de leurs fonctions si le gouvernement arrivait à ses fins. Pourtant le paritarisme né après-Guerre a fait ses preuves et tout le monde ici peut se féliciter de l'existence des CAP grâce auxquelles les personnels sont traités avec équité. Quant aux CHSCT (départementaux et académique), qui ont pourtant eux aussi prouvé leur utilité auprès des personnels, ils seraient absorbés par les différents comités techniques et ainsi rendus à l'impuissance.

Pour le premier degré, nous nous posons la question : Le droit à l'éducation pour tous ne serait plus qu'un mantra vide de sens ? En France, au 21ème siècle, force est de constater que les conditions d'accueil de nos élèves, et les conditions de travail de leurs enseignants, se sont encore dégradées. D'ailleurs, malgré la morosité économique et le chômage, les étudiants ne s'y trompent pas, ils ne se bousculent pas aux portes de l'Ecole.

Cette année encore, les enseignants haut-rhinois ont appris à travailler avec des effectifs instables, certains en raison de contextes particuliers (lieux d'accueil de gens du voyage, de migrants, et autres populations fluctuantes), mais d'autres aussi parce qu'il a fallu accueillir les élèves de leurs collègues en congé maladie voire même maternité : le manque de remplaçants s'est encore fait crûment ressentir dans les écoles tout au long de l'année.

D'après l'OCDE, le nombre moyen d'élèves est de 23 en France, soit 1,7 point de plus que la moyenne des pays membres. Cette moyenne masque bien évidemment plusieurs réalités : celle du non remplacement en cas d'absence, comme on l'a vu plus haut, mais aussi celle des effectifs dans les classes.

L'effort porté sur les CP et les CE1 en REP+ et REP cette année, a représenté une soupape inespérée. Mais elle est loin de répondre aux besoins du terrain : comment justifier que dans les mêmes écoles, les autres classes se retrouvent à plus de 25 (en REP+...), qu'ailleurs des classes de 25, 28, et même 34 élèves, avec 2, voire trois niveaux cohabitent ! Avec des enfants de cycle 1, ou de cycle 2 c'est encore plus scandaleux... L'Institution, avec les classes dédoublées en REP et REP+, reconnaît la nécessité d'agir sur le levier des effectifs et les dernières études montrent bien des résultats significatifs pour chaque élève en moins dans une classe.

Tous les enfants ont le droit d'apprendre dans des conditions sereines, dans des salles adaptées à leur nombre, avec des enseignants paisibles.

Ces dernières années, chaque mouvement, chaque carte scolaire, contribue à angoisser encore un peu plus les enseignants, qui, au lieu de pouvoir prétendre à la sécurité que leur statut leur confère, accumulent au contraire doutes, inquiétudes et même rancœurs envers cette Institution qui les maltraite tant.

Nous dénonçons ce manque de moyens, et nous continuerons à le faire.

Pour le second degré, le dialogue social est également mis à mal quand, malgré l'opposition du Conseil Supérieur de l'Education, le ministre maintient en l'état ses projets de réformes du lycée et du baccalauréat. Nous continuons

de dénoncer des dispositifs inégalitaires, qui aggraveront encore les difficultés actuelles. Le nouveau lycée, proche du modèle britannique, pénalisera les élèves les plus fragiles, qui ne bénéficieront plus d'une formation généraliste ambitieuse et de qualité, et exigera des élèves qu'ils se déterminent très tôt dans leurs choix d'orientation, au risque de se voir fermer les portes des formations du supérieur de leur choix. Quant au nouveau bac, il ne garantira plus l'égal accès de tous à l'enseignement supérieur puisque, associé aux critères de sélection de Parcoursup, il permettra de trier les élèves en fonction de leur établissement d'origine et établira une hiérarchie entre des diplômes acquis avec une part importante d'évaluation locale.

Les premiers résultats de Parcoursup illustrent parfaitement le système scolaire que préparent JM Blanquer et le gouvernement : une école du chacun pour soi, sans règles communes, où règnent l'arbitraire et la concurrence entre tous. Depuis le 22 mai, la réalité montre que la question cruciale était bien celle du sous-investissement dans les universités et de l'insuffisance des places.

Enfin, le dialogue social est mis à mal quand la finalisation de la préparation de rentrée dans le second degré ne figure pas à l'ordre du jour de ce CTSD : nous souhaitons avoir comment seront attribués les moyens à la marge et selon quels arbitrages.